

DOC-BOARD-22-03-05

Suivi des sommets régionaux et mondiaux sur le handicap

Document destiné à l'information et à la discussion

Objectif de ce document

Ce document a pour objectif d'informer le Conseil sur les sommets régionaux et mondiaux consacrés au thème du handicap ainsi que d'expliquer les engagements politiques pris par l'Union européenne lors du Sommet mondial sur le handicap.

Questions destinées au Conseil

- Avez-vous des questions ou des commentaires concernant les deux sommets ?
- Votre pays a-t-il pris des engagements lors du Sommet mondial sur le handicap ?
Comment comptez-vous faire en sorte que votre gouvernement rende des comptes ?

Sommet européen régional de haut niveau sur le handicap, consacré à la coopération internationale

Un sommet régional européen de haut niveau sur le handicap **consacré à la coopération internationale a eu lieu le 8 février 2022**, sous les auspices du Sommet mondial sur le handicap. Le FEPH a dirigé son organisation avec l'Atlas Alliance, le secrétariat du Sommet mondial sur le handicap, l'Alliance internationale des personnes handicapées (IDA), l'Organisation internationale du travail (OIT), la Fédération norvégienne des organisations de personnes handicapées (FFO), le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) Europe et Asie centrale, le Bureau régional des droits de l'homme des Nations unies pour l'Europe, l'UNICEF Europe et Asie centrale, le Fonds du partenariat des Nations unies pour les droits des personnes handicapées (PRPD) et le Bureau régional de l'OMS pour l'Europe.

Le sommet a abordé la manière dont la coopération internationale dans la région européenne élargie (y compris les pays d'Europe orientale, occidentale et d'Asie centrale) peut devenir

inclusive pour toutes les personnes handicapées. **L'événement a été un succès, avec 1008 inscriptions et 637 participants** venus de toutes les parties du monde et en particulier d'Europe. Des représentants du mouvement des personnes handicapées, de la société civile, des donateurs, des gouvernements, des agences des Nations Unies (ONU) et de leurs équipes nationales dans la région étaient présents parmi les participants.

L'événement a accueilli **20 orateurs de haut niveau et trois excellents modérateurs**, représentant l'Union européenne, les Nations unies, les organisations de personnes handicapées et d'autres acteurs importants. Ils ont présenté leurs engagements politiques envers le [Sommet mondial sur le handicap](#), en expliquant leurs objectifs pour le concrétiser pour toutes les personnes handicapées de la région. Les discussions ont porté sur le développement inclusif du handicap dans les domaines de la santé, de l'éducation, de l'emploi, de la situation humanitaire et du renforcement de la société civile, notamment en ce qui concerne les droits des femmes.

Informations générales - Sommet mondial sur le handicap 2018

Le premier Sommet mondial sur le handicap (SMH18) s'est tenu en 2018 à Londres. Il était coorganisé par le Royaume-Uni, le Kenya et l'Alliance internationale pour les personnes handicapées (IDA). Cet événement représentait un jalon historique pour l'inclusion des personnes handicapées et leurs droits. Le SMH18 a généré un niveau d'attention et d'engagement sans précédent envers le développement inclusif du handicap.

Le Forum européen des personnes handicapées (FEPH) a participé à ce sommet déterminant, aux côtés de 171 gouvernements nationaux, agences multilatérales, donateurs, fondations, organisations du secteur privé et de la société civile. Au total, 968 engagements individuels ont été pris, chacun d'entre eux visant à renforcer et à transformer l'intégration des personnes handicapées. Ces engagements ont été pris autour des quatre thèmes centraux du Sommet¹ ainsi que des deux thèmes transversaux².

En Europe, seuls quatre pays ont pris des engagements (Andorre, la Suède, la Finlande et le Royaume-Uni), tandis que l'Union européenne (UE) n'a pris aucun engagement. Par ailleurs, l'UE s'est peu impliquée dans le Sommet mondial sur le handicap et n'a pas envoyé de représentants de haut niveau pour s'exprimer ou y assister. Le FEPH, quant à lui, a pris huit engagements axés sur son travail dans l'UE (les engagements du FEPH figurent en annexe).

Sommet mondial sur le handicap 2022

Le gouvernement de la Norvège, le gouvernement du Ghana et l'IDA, en collaboration avec l'Atlas Alliance, ont coorganisé le deuxième Sommet mondial sur le handicap (SMH22) les 16 et 17 février 2022.

Le Sommet mondial sur le handicap avait quatre objectifs principaux :

- Attirer l'attention du monde entier sur les zones négligées et le développement durable inclusif ;
- Renforcer les capacités des organisations de personnes handicapées (OPH) dans le Sud et leur engagement auprès des gouvernements ;
- Mobiliser des engagements ciblés et concrets en faveur de l'inclusion des personnes handicapées et du développement inclusif ;
- Présenter les meilleures pratiques et les preuves du monde entier en matière de développement inclusif du handicap, ainsi que les progrès réalisés dans le cadre du SMH18.

Les coorganisateur du SMH2022 ont demandé aux participants de préparer des engagements sur les thèmes suivants :

- Renforcer l'engagement avec les OPH, en particulier dans le Sud ;
- Éducation inclusive ;
- Moyens de subsistance inclusifs et protection sociale ;
- Santé inclusive ;
- Inclusion dans les situations de conflit et de crise, notamment en raison du changement climatique ;
- Genre (en tant que thème transversal).

Le FEPH est intervenu au SMH, dans la session « inclusion dans les crises et les conflits, y compris le changement climatique ». L'Union européenne a également pris la parole avec le discours des commissaires Dalli, Lenarčič et Urpilainen, qui ont présenté leurs 17 engagements politiques.

Engagements de l'Union européenne

Engagements fondamentaux

- L'Union européenne soulèvera de plus en plus la question des droits des personnes handicapées dans les dialogues avec ses pays partenaires, soutiendra la mise en œuvre de la CNUDPH et encouragera sa ratification au niveau mondial ;
- La Commission continuera à défendre les droits fondamentaux des personnes handicapées et à soutenir leur inclusion sociale dans le cadre des politiques d'élargissement et de voisinage de l'Union européenne. Par le biais des dialogues politique et stratégique avec les pays partenaires, la Commission soutiendra les réformes des politiques publiques afin de les rendre plus inclusives pour les personnes handicapées ;
- La Commission a l'intention de mettre à la disposition du Partenariat des Nations unies pour les droits des personnes handicapées (CNUDPH) un soutien financier spécifique de 5 millions d'euros provenant du programme thématique du nouvel instrument de voisinage, de développement et de coopération internationale - Défis mondiaux ;
- La Commission assurera le suivi des investissements en faveur de l'intégration des personnes handicapées pour un contrôle ciblé du financement de l'Union européenne en utilisant systématiquement le marqueur de handicap du Comité d'aide au développement de l'OCDE ;
- L'Union européenne vise une augmentation constante de la proportion des nouvelles actions de partenariat international qui prennent en compte le handicap, mesurée par le marqueur de handicap du Comité d'aide au développement de l'OCDE.

Éducation inclusive.

- L'Union européenne renforcera les systèmes d'éducation inclusifs grâce à ses programmes sectoriels d'éducation dans ses pays de partenariat international ;
- La Commission s'engage à soutenir l'éducation inclusive dans les situations de crise (conflits, catastrophes, épidémies, etc.).

Situations de crise et de conflit

- La Commission s'engage à prendre en compte les besoins spécifiques des personnes handicapées pour assurer leur pleine participation à l'action humanitaire, y compris aux

activités de préparation aux situations d'urgence. Elle s'engage également à soutenir le renforcement des capacités de ses partenaires humanitaires en matière d'intégration du handicap ;

- La Commission s'engage à collecter des données sur les bénéficiaires de l'action humanitaire, ventilées par handicap, et à rendre compte de l'action humanitaire incluant le handicap à l'aide du marqueur de handicap de l'OCDE ;
- La Commission s'engage à poursuivre la sensibilisation aux principes de non-discrimination et d'intégration, y compris les besoins spécifiques des personnes handicapées, dans les opérations de prévention, de préparation et de réaction dans le cadre de la protection civile et s'engage à soutenir l'échange de bonnes pratiques entre les États membres dans ce domaine ;
- La Commission s'engage à prendre en compte les besoins spécifiques des personnes handicapées pour assurer leur participation à la réponse de protection civile, y compris aux activités de prévention et de préparation aux situations d'urgence, telles que les exercices de protection civile.

Santé inclusive.

- L'Union européenne contribuera à renforcer les systèmes de santé inclusifs (qui permettent l'accès à la fois aux soins de santé généraux et aux services spécialisés), y compris les capacités du personnel de santé publique en matière de prestation de services inclusifs pour les personnes handicapées, par le biais de programmes de santé bilatéraux dans les pays participant au partenariat international ;
- L'Union européenne ajoutera la santé inclusive, les principes de la CDPH et la lutte contre la discrimination comme partie intégrante de son dialogue politique sur la couverture sanitaire universelle et les soins de santé primaires ;
- L'Union européenne fera la promotion des modèles de soins de santé inclusifs et soutiendra la gestion intégrée des maladies non transmissibles (MNT), du handicap et de la réadaptation dans les soins de santé primaires, en tant qu'élément clé du programme de partenariat multipays pour la couverture sanitaire universelle mis en œuvre par l'OMS ;

Moyens de subsistance inclusifs et protection sociale

- L'Union européenne renforcera encore la mise en place de systèmes nationaux de protection sociale incluant les personnes handicapées dans sa nouvelle génération de programmes de partenariat international, en vue d'une protection sociale universelle pour tous ;
- L'Union européenne encouragera la formulation, dans le cadre de son partenariat international, de bonnes pratiques en matière de normalisation des régimes de protection sociale, y compris pour les personnes handicapées.
- L'Union européenne continue d'organiser des dialogues structurés réguliers lors de la conférence annuelle des États parties à la CNUDPH, ainsi que dans le cadre d'autres forums multilatéraux existants, et de renforcer la coopération en mettant l'accent sur l'accessibilité et l'emploi.